



Revue Pluridisciplinaire du Département de Sociologie

ISSN : 2756-7680

**© Presses Universitaires de Ouagadougou
03 BP 7021 Ouagadougou 03 (Burkina Faso)
Université Joseph KI-ZERBO**



Volume 1 N° 002 - Juillet 2025

Administration

Directeur de publication
Alexis Clotaire Némoby BASSOLÉ
Maître de conférences

Directeur adjoint de publication
Zakaria SORÉ, Maître de conférences

Secrétariat de rédaction

Dr Abdoulaye SAWADOGO
Dr George ROUAMBA
Dr Paul-Marie MOYENGA
Dr Miyemba LOMPO
Dr Adama TRAORÉ

Contacts

03 BP 7021 Ouagadougou 03 (BurkinaFaso)
Email : rah@ujkz.bf
Tél. : (+226) 70 21 27 18/78840523

Éditeur

Presses Universitaires de Ouagadougou
03 BP 7021 Ouagadougou 03 (Burkina Faso)

Volume 1 N^o 002 - Juillet 2025

Comité scientifique

André Kamba SOUBEIGA, Professeur Titulaire, Université Joseph Ki-Zerbo, Alkassoum MAÏGA, Professeur Titulaire, Université Joseph Ki-Zerbo, Augustin PALÉ, Professeur Titulaire, Université Joseph Ki-Zerbo, Valérie ROUAMBA/OUEDRAOGO, Professeur Titulaire, Université Joseph Ki-Zerbo, Gabin KORBEOGO, Professeur Titulaire, Université Joseph Ki-Zerbo, Ramané KABORÉ, Professeur Titulaire, Université Joseph Ki-Zerbo, Fernand BATIONO, Professeur Titulaire, Université Joseph Ki-Zerbo, Patrice TOÉ, Professeur Titulaire, Université Nazi Boni, Ludovic O. KIBORA, Directeur de Recherches, Institut des Sciences des Sociétés, Lassane YAMEOGO, Professeur Titulaire, Université Joseph Ki-Zerbo, Jacques NANEMA, Professeur Titulaire, Université Joseph Ki-Zerbo, Aymar Nyenyenzi BISOKA, Professeur, Université de Mons, Issaka MANDÉ, Professeur, Université du Québec A Montréal, Magloire SOMÉ, Professeur Titulaire, Université Joseph Ki-Zerbo. Mahamadou DIARRA, Professeur Titulaire, Université Norbert Zongo, Relwendé SAWADOGO, Maître de conférences Agrégé, IBAM, Hamidou SAWADOGO, Maître de conférences Agrégé, IBAM, Patrice Rélouendé ZIDOUEMBA, Maître de conférences Agrégé, Université Nazi Boni, Aly TANDIAN, Professeur Titulaire, Université Gaston Berger, Pam ZAHONOGO, Professeur Titulaire, Université Thomas Sankara, Didier ZOUNGRANA, Maître de Conférences Agrégé, Université Thomas Sankara, Salifou OUEDRAOGO, Maître de conférences Agrégé, Université Thomas Sankara, Oumarou ZALLÉ, Université Norbert Zongo, Driss EL GHAZOUANI, Professeur, Faculté des Sciences de l'Éducation, Université Mohammed V de Rabat/Maroc, K. Jessie LUNA, Associate Professor, Sociologie de l'environnement, Université d'État du Colorado - CSU.

Comité de lecture

Alexis Clotaire BASSOLÉ, Sociologie, Université Joseph Ki-Zerbo, Zakaria SORE, Sociologie, Université Joseph Ki-Zerbo, Seindira MAGNINI, Sociologie, Université Joseph Ki-Zerbo, Évariste BAMBARA, Philosophie, Université Joseph Ki-Zerbo, Issouf BINATÉ, Histoire des religions, Université Alassane Ouattara, Abdoul Karim SAÏDOU, Science politique, Université Thomas Sankara, Gérard Martial AMOUGOU, Science politique, Université Yaoundé II, Sara NDIAYE, Sociologie, Université Gaston Berger, Martin AMALAMAN, Sociologie, Université Peleforo Gon Coulibaly, Muriel CÔTE, Géographie, Université de Lund, Heidi BOLSEN, Littérature française, Université de Roskilde, Sylvie CAPITANT, Sociologie, Université Paris I Sorbonne, Sita ZOUGOURI, Sociologie, Université Joseph Ki-Zerbo, Désiré Bonfica SOMÉ, Sociologie, Université Joseph Ki-Zerbo, Alexis KABORÉ, Sociologie, Université Joseph Ki-Zerbo, Bouraïman ZONGO, Sociologie, Université Joseph Ki-Zerbo, Paul-Marie MOYENGA, Sociologie, Université Joseph Ki-Zerbo, George ROUAMBA, Sociologie, Université Joseph Ki-Zerbo, Taladi Narcisse YONLI, Sociologie, Université Joseph Ki-Zerbo, Habibou FOFANA, Sociologie du droit, Université Thomas Sankara, Raphaël OURA, Géographie, Université Alassane Ouattara, Paulin Rodrigue BONANÉ, Philosophie, Institut des Sciences des Sociétés, Marcel BAGARÉ, Communication, École Normale Supérieure, Fatou Ghislaine SANOU, Lettres Modernes, Université Joseph Ki-Zerbo, Cyriaque PARÉ, Communication, Institut des Sciences des Sociétés, Tionylé FAYAMA, Sociologie de l'innovation, Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles, Any Flore MBIA, Psychologie, Université de Maroua, Ely Brema DICKO, Anthropologie, Université des Sciences Humaines de Bamako, Tamégnon YAOU, Sciences de l'éducation, Université de Kara, Madeleine WAYACK-PAMBÉ, Démographie, Université Joseph Ki-Zerbo, Zacharia TIEMTORÉ, Sciences de l'éducation, École Normale Supérieure, Mamadou Bassirou TANGARA, Économie et développement, Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako, Didier ZOUNGRANA, Sciences Économiques, Université Thomas Sankara, Salifou OUEDRAOGO, Sciences Économiques, Université Thomas Sankara, Saïdou OUEDRAOGO, Sciences de Gestion, Université Thomas Sankara, Yisso Fidèle BACYÉ, Sociologie du développement, Université Thomas Sankara, P Salfo OUEDRAOGO, Sociologie du développement, Université Joseph Ki-Zerbo, Yacouba TENGUERI, Sociologie du genre, Université Daniel Ouezzin Coulibaly, Désiré POUDIOUGOU, Sciences de l'éducation, Institut des Sciences des Sociétés, Amado KABORÉ, Histoire, Institut des Sciences des Sociétés, Kadidiatou KADIO, Institut de Recherche en Sciences de la Santé, Salif KIENDREBEOGO, Histoire, Université Norbert Zongo, Oumarou ZALLÉ, Économie des institutions, Université Norbert Zongo, Dramane BOLY, Démographie, Université Joseph Ki-Zerbo, Roch Modeste MILLOGO, Démographie, Université Joseph Ki-Zerbo, Béli Mathieu DAILA, Sociolinguistique, Université Daniel Ouezzin Coulibaly, Oboussa SOUGUE, Sémiotique, Université Nazi Boni, Hamidou SANOU, Université Daniel Ouezzin Coulibaly, Oumar SANGARE, Sociologie, Université de Laval, Canada, Genesquin Guibert LEGALA KEUDEM, Economie, Université Nazi Boni, Awa OUEDRAOGO/YAMBA, Anthropologie de la santé, Université Nazi Boni.

Sommaire

Les racines médiévales de l'analytique : la logique, le langage et la science théologique

Damien DAMIBA..... 9

Art et cinéma d'Afrique : quête identitaire et mondialisation

Calixte KABORE25

L'usage des monnaies multiples comme facteur d'intégration régionale dans le bassin du lac Tchad

Aboukar ABBA TCHELLOU.....37

Corps en mouvement, voix en récit : étude de la migration féminine autonome entre sociologie et fiction

Soumya TALBIOUI55

Décentralisation et contraintes socio-culturelles au Nord-Cameroun : dynamiser les cultures pour le développement local

Yadji MANA71

Le leadership féminin au sein la Confédération Nationale des Travailleurs du Burkina (CNTB) : quelles stratégies de conciliation des rôles ?

Sidkayandé Omer OUEDRAOGO et Yacouba TENGUERI87

Mécanismes endogènes de résolution des conflits fonciers dans la commune rurale de Gounghin (Burkina Faso)

Siaka OUATTARA, Sylvain TOUGOUMA et Lydia ROUAMBA.....105

Constructions discursives sur les connaissances médicales et profanes du sida : expériences et stratégies des malades du sida à Ouagadougou

Boukaré ZIDOUEMBA et Salfio LINGANI.....121

Analyse des logiques d'acteurs dans un essai de moustiquaire au Bénin : entre rigueur scientifique et réalités de terrain

Daleb ABDOULAYE ALFA et Adolphe Codjo KPATCHAVI..143

Analyse sociologique des facteurs explicatifs du faible niveau d'information et de la participation de la population à la scolarisation de la jeune fille dans les villages péri-urbains de la ville de Zinder au Niger

Zabeirou AMANI, Régis Dimitri BALIMA et Aboubacar ZAKARI163

Les nouvelles formes de délinquance virtuelle : la territorialité face à la cybercriminalité	
Maixent Cyr ITOUA ONDET et Stéphane ALVAREZ	181
Migration résidentielle et recomposition spatiale dans la commune rurale de Koubri (Burkina Faso) : Acteurs, stratégies et logiques de relocalisation	
Paul ILBOUDO, Kissifing Tihouhon Rodrigue HILOU et Ramané KABORE	193
L'impact de l'insertion professionnelle des jeunes diplômés au Maroc sur la réalisation du soi : Cas des centres d'appels	
Maha CHOUIEKH et Driss EL GHAZOUANI.....	209
Discours sur la sexualité : fait de quotidienneté chez les étudiants à Bukavu : Essai d'une praxéologie des identités sociales	
Wakilongo Wa Mulondani F, Nshokano Mwiha Prudence et Mushamalirwa Bahogwerhe Pacifique.....	225
L'échelle du consentement sexuel SCS-R et les risques dans les interactions sociales chez étudiants au Burkina Faso	
Brahima ZIO et Dimitri Régis BALIMA	241
La prise en charge sociale des personnes âgées en perte d'autonomie dans les familles à Ouagadougou (Burkina Faso)	
George ROUAMNA	259

Analyse sociologique des facteurs explicatifs du faible niveau d'information et de la participation de la population à la scolarisation de la jeune fille dans les villages péri-urbains de la ville de Zinder au Niger

Zabeirou AMANI

Doctorant en Communication pour le développement
Université Joseph KI-ZERBO)
amanizab25@gmail.com

Régis Dimitri BALIMA

Maître de conférences, Université Joseph KI-ZERBO
loanga.po@yahoo.fr

Aboubacar ZAKARI

Maître de conférences au département de sociologie-
anthropologie
Université André Salifou de Zinder
aboubacar.zakari@gmail.com

Résumé

La situation de l'éducation de la femme est une question nébuleuse qui a fait l'objet de plusieurs rencontres internationales. Des études et des rapports à travers le monde relèvent des insuffisances et attirent l'attention de la communauté internationale sur des constats de plusieurs ordres. Il est internationalement reconnu que la faible participation des filles aux systèmes éducatifs est l'un des obstacles majeurs au développement économique et social d'un pays.

En effet, depuis les années 2000, le principal défi des autorités du Niger est de trouver comment accueillir et maintenir ce flux incontrôlé des garçons et des filles qui naissent chaque jour. Les ressources de l'Etat étant limitées, force est de constater que beaucoup d'entre eux n'accèdent pas ou ne durent pas à l'école. Les filles, étant les plus nombreuses en termes de pourcentage de naissance, sont aussi malheureusement les plus nombreuses dans cette situation. L'objectif principal de cette recherche est d'analyser les facteurs explicatifs du faible niveau d'information et de la participation de la population à la scolarisation de la jeune fille dans les villages péri-urbains de la ville de Zinder au Niger. En outre l'approche mixte a été adoptée afin d'aboutir aux résultats. L'analyse de ces derniers soulève plusieurs insuffisances liées à ces campagnes de communication.

Mots-clés : communication participative, faible niveau, scolarisation, jeune fille, genre.

Abstract

The situation of women's education is a nebulous issue that has been the subject of several international meetings. Studies and reports

around the world point to shortcomings and draw the attention of the international community to several observations.

It is internationally recognized that the low participation of girls in education systems is one of the major obstacles to a country's economic and social development.

Indeed, the 2000s, the main challenge for the Nigerien authorities has been to find a way to welcome and maintain this uncontrolled flow of boys and girls who are born every day. As the State's resources are limited, it is clear that many of them do not have access to school or do not last. Worse, girls, who are the most numerous in terms of the percentage of births, are also unfortunately the most numerous in this situation. (MEP REPORT/A/PLN/ED, 2016). This state of affairs arouses the curiosity of this article on: "Sociological analysis of explanatory factors of the low level of information and the participation of the population in the schooling of young girls in the peri-urban villages of the city of Zinder in Niger". The main objective of this research is to analyze the explanatory factors of the low level of information and the participation of the population in the schooling of young girls in the peri-urban villages of the city of Zinder in Niger. In addition, the mixed approach has been adopted in order to achieve results.

The analysis of the various research data raises several shortcomings related to these communication campaigns. Indeed, the data show that the target populations are not well informed about the issue of girls' schooling. On top of that, the participation of the population in these campaigns has not been taken into account in these campaigns. This result presents, on the one hand, the factors that explain this communication deficit and, on the other hand, the level of participation of the population in the various activities related to these campaigns.

Keywords: participatory communication, low level, schooling, young girl, gender.

Introduction

La situation de l'éducation de la femme est une question nébuleuse qui a fait l'objet de plusieurs rencontres internationales. Des études et des rapports à travers le monde relèvent des insuffisances et attirent l'attention de la communauté internationale sur des constats de plusieurs ordres. Dans un rapport, l'UNESCO affirme : « *Le bulletin scolaire de la planète n'est pas bon et l'Éducation Pour Tous reste un objectif lointain* » (UNESCO, 2015). En effet, la situation de l'éducation dans beaucoup de pays à travers le monde est peu appréciable. Avec l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), en l'an 2000, l'ensemble des États membres des Nations Unies lançait un cri d'alarme relatif à « *l'éducation pour tous les individus vivant sur la planète* ». Tout enfant doit être scolarisé, sans distinction de sexe. Cette urgence d'envergure planétaire a été prise au regard du nombre d'enfants non scolarisés et d'adultes analphabètes dans le monde, en particulier dans les pays en voie de développement.

Se basant sur le rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous, Lokonon renchérit que près d'un enfant sur quatre en âge de fréquenter

l'école primaire (23%) n'a jamais été scolarisé ou a quitté l'école sans terminer le cursus primaire (Lokonon, 2018 p.26).

Un rapport des Nations-Unies précise que 757 millions d'adultes (de 15 ans ou plus) ne savent ni lire ni écrire et les deux tiers sont des femmes (Nations Unies, 2016 p.18-19).

Ces chiffres montrent bien que beaucoup de pays africains au sud du Sahara sont très en retard sur la scolarisation comparativement au reste du monde. Ce retard concerne tant la scolarisation en général que la scolarisation de la jeune fille. Ce dernier se caractérise par la disparité entre filles et garçons, le redoublement, l'abandon scolaire, les problèmes liés à l'offre scolaire et à la demande pour ne citer que ceux-là. Il est internationalement reconnu que la faible participation des filles aux systèmes éducatifs est l'un des obstacles majeurs au développement économique et social d'un pays (PDES Niger, 2015)

Des progrès considérables ont été réalisés depuis le Forum de Dakar de 2000, notamment dans l'accès à l'enseignement primaire. Cependant, accéder à l'enseignement primaire ne suffit toutefois pas ; aujourd'hui les problèmes de la scolarisation des filles ont tendance à davantage se poser en termes de rétention dans les cycles primaires et de poursuite des études dans l'enseignement secondaire. Créer les conditions nécessaires pour que tous les élèves puissent recevoir un enseignement de qualité dans un environnement sécurisé, représente un enjeu majeur pour tous les gouvernements.

Avec la ratification des résolutions de Dakar, les efforts et engagements nationaux et internationaux ont permis d'enregistrer des progrès importants dans les systèmes éducatifs pour corriger les déséquilibres existants entre les filles et les garçons. Au niveau des pays membres du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), l'indice de parité du Taux Brut de Scolarisation (TBS) au primaire a évolué de 0,82 en 2000 à 0,92 à 2013 et de 0,80 à 0,90 pour l'indice de parité du Taux Brut d'Achèvement (TBA) pour la même période (GPE, 2017).

Cependant, la discrimination sexuelle continue de maintenir des millions de filles hors des salles de classe, les privant de leur droit fondamental à une éducation de bonne qualité (Op. cit.)

L'inscription en première année du primaire est une première étape, mais le parcours scolaire des filles peut être semé d'embûches tout au long des cycles scolaires. (Op. cit.) La fille fait l'objet de discrimination à divers stades de sa vie et dans son évolution : à partir de la naissance (préférence du garçon), au sein de la famille (elle est initiée aux tâches domestiques la préparant à son futur rôle d'épouse et de mère) au cours de son parcours scolaire (elle est victime de harcèlement, à des programmes d'études, des manuels scolaires et des méthodes pédagogiques qui renforcent les stéréotypes sexuels et pratiques discriminatoires), dans la collectivité (violences et sévices de tous genres). (Unicef, 1993 cité par Bassémory, 2008)

Selon une étude, entre 2000 et 2013, les indices restent encore faibles pour beaucoup de pays dont le Niger où moins de 8 filles pour 10 garçons achèvent le primaire.

Avec une population d'environ 24 millions d'habitants (INS, 2023), le Niger est un pays essentiellement rural (à 82%) qui se concentre dans les zones humides du Sud et à l'Ouest du pays (INS-Niger, 2012). Il s'agit d'un des pays où le taux annuel de fécondité est le plus élevé avec une moyenne de 7,6 enfants par femme. Avec une croissance annuelle de 3,6%, la population risque de doubler d'ici les vingt prochaines années. (Op.cit.).

En ce qui concerne l'éducation, Zinder est connue comme région hostile à l'école. Malgré les politiques de l'éducation, la région de Zinder reste encore l'une des dernières régions du Niger où le taux de scolarisation est encore bas. La plupart des jeunes abandonnent l'école à partir du collège et s'adonnent à la vie de *Fada* et *palais*, un phénomène très répandu dans la ville. L'éducation moderne dans la région et dans la ville de Zinder ne convainc pas la population de façon unanime. Il faut noter que, compte tenu du poids de l'islam, l'école moderne semble avoir moins la confiance de la population.

Depuis les années 2000, le principal défi des autorités du Niger est de trouver comment accueillir et maintenir ce flux incontrôlé des garçons et des filles qui naissent chaque jour. Les ressources de l'Etat étant limitées, force est de constater que beaucoup d'entre eux n'accèdent pas ou ne durent pas à l'école. Pire, les filles, qui sont les plus nombreuses en termes de pourcentage de naissance, sont aussi malheureusement les plus nombreuses dans cette situation. (Rapport du MEP/A/PLN/ED, 2016)

La région de Zinder, plus que toute autre région, présente le nombre d'enfants scolarisables le plus élevé avec 145 453 enfants de 7 ans. Parmi ces derniers, seulement 96370 ont pu être inscrits en premières années de l'école primaire, soit 66,3%. (Op.cit.) Ce taux brut d'admission est très en deçà du taux national qui est de 78,1%. Le même rapport montre que la scolarisation des filles dans la région de Zinder est la plus faible avec un taux brut d'admission en première année du primaire de 65,5% contre 73,3% au plan national.

En 2016, sur 186 écoles recensées dans la ville de Zinder et ses périphéries, seulement 7 écoles sont situées en zone rurale, soit 3,7% (MEP/A/PLN/ED, 2016). Cela est une entrave majeure à la scolarisation en général et celle des filles en particulier. En effet, les enfants des milieux périurbains (rural) font quatre fois le trajet de leur village vers l'école située dans le noyau urbain. Avec les risques de violence et de viol en cours de chemin, beaucoup de parents refusent de scolariser leur fille. Meunier (2000) décrit la situation de ces enfants issus des milieux ruraux nigériens en ces termes :

« La proximité de l'école par rapport au lieu de résidence est un critère de disparité : cela commence dès le primaire, puisque la dispersion de l'habitat en zone rurale conduit certains élèves à marcher une à deux heures sous le soleil afin de rejoindre l'école. Si celle-ci n'est pas à cantine, il leur faudra porter en plus de leurs fournitures scolaires leur nourriture pour la journée et parfois l'eau lorsqu'il n'y a pas de puits à l'école ; dans ces conditions, on peut observer des élèves dormir en classe, épuisés de fatigue. La scolarité est déjà un échec pour eux, ce qui n'est pas le cas du petit citadin qui doit uniquement traverser la rue pour se rendre avec de bonnes dispositions physiques et morales à son école. »

Pour ce qui est de l'équité genre, les disparités sont plus prononcées au fur et à mesure qu'on évolue dans le système. Les jeunes filles représentent 42% des enfants scolarisés au niveau du cycle de Base I et 39% au cycle de Base II. En plus de cela, les jeunes filles n'accèdent que très peu au secondaire. Le TBS des jeunes filles dans le secondaire était de 14,4% en 2010 nettement inférieurs à celui des jeunes garçons

(TBS global de 19% en 2010). Pour celles qui démarrent le second cycle, le taux d'achèvement n'est que de 7,5% en 2010. (Op.cit.).

La déscolarisation est particulièrement plus marquée du passage de la 6^{ème} à la 5^e et du passage de la 4^e à la 3^e. La première situation est expliquée par le manque de performance scolaire des jeunes filles et garçons et les lacunes accumulées au cours des années passées durant le cycle de Base I. Les manques de suivi personnalisé et de soutien accompagnés par un éloignement géographique des collèges (moins nombreux que les écoles primaires) permettent d'expliquer l'abandon dès le début du collège.

D'un autre côté, le mariage précoce constitue un autre problème de la scolarisation des filles au Niger. Avec près d'une fille sur 4 mariées avant l'âge de 15 ans parmi les moins de 19 ans et plus de 2 sur 3 mariées avant 18 ans parmi les moins de 24 ans, le Niger figure parmi les pays qui marient leurs filles les plus jeunes (EDSN-MICS, 2012). Plus inquiétant encore, ce taux record ne semble pas reculer, ou très peu, puisque l'âge médian des femmes à la première union n'a presque pas augmenté entre 2006 et 2012 (respectivement 15,7 ans et 16 ans pour les femmes âgées de 20 à 24 ans) (Unicef-Niger, 2016, p.5).

En effet, les mariages précoces sont souvent prononcés rapidement lorsque les jeunes filles sont jeunes pour éviter tous risques de grossesses hors mariage. Il importe également de noter que la plupart de ces pratiques, à savoir le travail des enfants, le mariage précoce, les châtiments corporels ne sont souvent pas perçus par les communautés comme des violations des droits de l'enfant, mais plutôt comme un moyen d'assurer leur protection. C'est ainsi que la plupart considèrent le mariage précoce comme une pratique permettant d'assurer la protection de la jeune fille contre la sexualité hors mariage et le déshonneur.

Cet état de fait éveille la curiosité de cet article portant sur : « Analyse sociologique de facteurs explicatifs du faible niveau d'information et de la participation de la population à la scolarisation de la jeune fille dans les villages péri-urbains de la ville de Zinder au Niger »

Quels sont les facteurs explicatifs du faible niveau d'information et de la participation de la population à la scolarisation de la jeune fille dans les villages péri-urbains de la ville de Zinder au Niger ?

Pour mieux élucider cette question principale de recherche, nous formulons d'autres questions subséquentes suivantes :

Qu'est-ce qui explique le niveau d'information de la population cible sur la scolarisation de la jeune fille ?

En quoi consiste la participation de la population aux campagnes sur la scolarisation de la jeune fille ?

L'objectif principal de cette recherche est d'analyser les facteurs explicatifs du faible niveau d'information et de la participation de la population à la scolarisation de la jeune fille dans les villages péri-urbains de la ville de Zinder au Niger. De manières spécifiques, il s'agit d'identifier le niveau d'information de la population cible sur la scolarisation de la jeune fille ; cerner en quoi consiste la participation de la population aux campagnes sur la scolarisation de la jeune fille.

Dans le cadre de cet article, nous avons principalement retenu les hypothèses suivantes :

Les informations relatives à la scolarisation de la jeune fille ne sont pas suffisamment diffusées dans les zones périurbaines de la ville de Zinder. Enfin, les populations ne sont pas du tout impliquées dans

l'élaboration des campagnes en faveur de la scolarisation de la jeune fille dans les villages périurbains de la ville de Zinder.

Par ailleurs, dans le cadre de cette recherche, nous avons été inspirés par deux théories à savoir : la théorie de la communication participative et la théorie de Jakobson. En effet, cette théorie de la communication participative semble mieux indiquée pour mieux faire ressortir les forces et les faiblesses de ces campagnes afin d'élucider les causes communicationnelles qui participent à la situation actuelle de la scolarisation de la jeune fille dans cette partie de Zinder. Il est alors question d'étudier la participation de cette population au diagnostic, à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation de ces campagnes. S'agissant de la seconde théorie, la théorie de Jakobson permet de déterminer les intentions des émetteurs dans les différents actes de communication ; l'effet produit sur les récepteurs, leur réceptivité et leur attitude face aux messages. Il est question également d'étudier les canaux et le rôle de médium qu'ils ont joué dans ces campagnes. Un regard est posé sur les codes et le discours explicatif qu'il y a eu sur ces codes pour déterminer l'échange et la tentative de se faire comprendre et de faire comprendre les messages. Cette fonction est indissociable de la fonction poétique du message. Enfin, la théorie de Jakobson permet d'étudier à l'aide des grilles spécifiques les différents messages pour en dégager la portée. Enfin, le contexte de la scolarisation des filles est analysé dans la réalité particulière des villages périurbains de la ville de Zinder. En somme, cette théorie est d'un apport important dans l'analyse de la communication dans cette étude.

1. Approche méthodologique

Vu les objectifs de la recherche et les dimensions multiples du problème étudié, nous avons opté pour la méthode mixte c'est-à-dire une combinaison entre la méthode quantitative et la méthode qualitative afin d'aboutir aux résultats. Ainsi, pour la bonne conduite de cet article, nous avons élaboré des outils complémentaires à savoir : guides d'entretien pour la recherche qualitative et des questionnaires pour la recherche quantitative. Ces outils nous ont permis d'entretenir avec nos personnes cible.

Dans le cadre de cette étude, la population rurale de la Ville de Zinder constitue le groupe cible. En 2020, elle compte 116 594 habitants alors qu'elle n'était composée que de 87330 habitants en 2012. La population des villages périurbains de la Ville constitue 27,04% de la population.

Ce travail de recherche concerne la population des deux sexes âgés de 15 à 70 ans. Étant donné que l'âge scolaire minimum au Niger est de 15 ans, il est considéré que ces enfants sont autant concernés que les parents. L'âge des concernés est limité à 70 ans en partant du postulat que les populations de cet intervalle sont les plus à même de fournir les informations les plus crédibles pour la recherche.

Concernant la méthode quantitative, la population (de 15 à 70 ans) de chacun des cinq (5) arrondissements a été tirée des chiffres de l'INS-Zinder pour l'année 2020. Pour avoir la population périurbaine correspondante, il est appliqué le pourcentage pour chacun des arrondissements communaux. Ainsi, il est décliné la population rurale de 15 à 70 ans qui constitue la population d'étude pour chacun des arrondissements. Sur la base de cette dernière, il est appliqué le

pourcentage des hommes et celui des femmes pour avoir la population féminine et masculine de cette tranche d'âge pour les cinq arrondissements. On constate que la population de l'arrondissement 5 est essentiellement rurale. En somme, l'échantillon est composé de 285 répondants, dont 139 hommes et 146 femmes ; parmi ces derniers il y a 19 jeunes, dont 10 filles.

Ainsi, la principale technique utilisée a été celle de boule de neige. Cette technique a été utilisée pour retrouver les parents d'élèves, les chefs de ménages qui sont des personnes susceptibles de fournir les informations sur le sujet de recherche. Cette technique est très efficace en milieu rural et permet de retrouver rapidement les informateurs-clés. Pour ce qui est de la méthode qualitative, un guide d'entretien a été élaboré. Il a concerné les chefs des villages, les chefs religieux, les directeurs d'école, les membres des associations des parents d'élève, les responsables administratifs de l'éducation.

2. Résultats et discussions

L'analyse des différentes données de la recherche soulève plusieurs insuffisances liées à ces campagnes de communication. En effet, les données montrent que les populations cibles ne sont pas bien informées sur la question de la scolarisation des filles. En plus de cela, la participation de la population à ces campagnes n'a pas été prise en compte dans ces campagnes. Ce résultat présente d'une part, les facteurs qui expliquent ce déficit communicationnel et d'autre part, le niveau de participation de la population aux différentes activités relevant de ces campagnes.

2.1. Les facteurs explicatifs du faible niveau d'information de la population cible

Le faible taux de mise en œuvre des messages est intimement lié au processus qui a conduit à l'information effective de la population. Ce processus passe par les fonctions de la communication selon la théorie de la communication de Jakobson. Il s'agit des irrégularités liées donc au messenger, à la cible, au message, au contexte, au code et aux canaux de communication.

2.1.1. Les irrégularités liées à la communication

Les irrégularités touchées dans ce sous-point sont analysées selon la théorie de Jakobson.

2.1.1.1 Les destinataires

Lors d'une communication, les cibles sont influencées par la personne qui lui transmet le message, c'est-à-dire le messenger. Selon plusieurs auteurs, une information provenant d'un messenger détenant une certaine autorité (formelle ou informelle) a plus de poids. D'ailleurs, il a été démontré que les gens sont davantage portés à agir si l'information est transmise par un expert. (Webb et Sheeran, 2006 ; Weinreich, 2011) Par exemple, une campagne qui porte sur la scolarisation des filles a plus de chance de modifier des comportements si le porteur du message est un professionnel du domaine (un enseignant ou un chercheur) que s'il ne l'est pas. Or, la

plupart des agents impliqués dans la transmission des messages ne sont ni des professionnels de la communication et encore moins des professionnels de l'éducation. D'ailleurs, les relais communautaires sont pour certaines des personnes :

Soupçonnées de détournement, de malversations financières ou de mèche avec le chef du village dans des affaires louches du village. Certains relais communautaires et même certaines femmes modèles n'ont pas une bonne réputation dans les villages. Je connais personnellement une femme relais communautaire qui était la seule fille de son village à aller jusqu'en troisième. Malheureusement, elle était tombée enceinte et a dû abandonner l'école. Son histoire a eu un impact négatif sur tout le village par rapport à la scolarisation des filles. Actuellement, puisqu'elle est la femme qui a le plus de niveaux dans le village, elle est le relais de presque tous les projets, ONG et organismes du développement intervenant dans le village. (Entretien avec l'inspecteur des enseignements primaires arrondissement V, 2021)

Ce témoignage montre que beaucoup de parents n'ont pas confiance aux messagers.

De plus, s'il y a des similitudes démographiques et comportementales entre le messager et le public, ce dernier va s'avérer plus réceptif. À cet effet, il a été démontré que les personnes provenant de groupes socio-économiques défavorisés accordent plus d'importance aux caractéristiques démographiques et comportementales du messager. (Durantini et autres, 2006). Pour le cas de ces campagnes, les agents chargés d'animer les assemblées villageoises, les réunions et les causeries de groupe sont pour la plupart des gens qui ont un niveau de vie largement supérieur à celui des villageois. Parlant de ces agents du développement, un maire de Zinder s'exprime en ces termes :

Ils viennent dans de gros véhicules, habillés richement et parlant en introduisant des mots français. Les femmes et les enfants passent tout le temps de la réunion à dévisager les animateurs au lieu de prêter attention à ce qu'ils disent. (Entretien avec le maire arrondissement IV, 2021)

Un autre élément important concernant le messager est les sentiments que les gens ont à son égard. En ce sens, un messager apprécié de ses interlocuteurs a une plus grande influence sur ces derniers (Cialdini, 2007). Enfin, le messager a aussi un impact plus important si le message transmis est cohérent à travers le temps (Angleterre. Cabinet Office, 2010).

Quant aux animateurs dans les radios et la télévision n'ont pas la qualification et la compétence requise pour influencer les comportements des auditeurs.

Toute cette analyse montre que les émetteurs des messages engagés dans ces campagnes ne remplissent pas les conditions pour gagner la confiance de leur auditoire afin d'amorcer un changement de comportement durable.

2.1.1.2. La réception

Précédemment, il est mentionné que la plupart des habitants des villages périurbains sont sans-instruction. En plus de cela s'ajoute l'influence d'une société profondément ancrée dans une culture un peu hostile à l'école des filles.

De plus, la situation financière d'une personne va influencer son intérêt envers certains sujets, ce qui peut se refléter dans ses comportements (Chouchan et Flahault, 2011). À titre d'exemple, une personne en situation financière précaire risque d'avoir un intérêt moindre pour la scolarisation des filles qu'une personne mieux nantie, car elle aura des préoccupations beaucoup plus importantes pour sa survie (nourriture, logement, etc.). Or, la plupart des gens des villages périurbains vivent en dessous du seuil de la pauvreté.

Toutes ces données caractéristiques des populations des villages périurbains et de leur culture sont des obstacles qui rendent peu réceptives ces populations, donc peu perméables aux messages des campagnes.

2.1.1.3. Les messages

L'attractivité d'un message peut aussi avoir un impact sur les comportements prônés. À cet égard, les gens ont tendance à porter leur attention sur ce qui est nouveau, accessible, pertinent et simple. Un message sans attrait risque de ne pas être retenu par le public cible qui filtre une grande quantité de l'information reçue. (Kahneman et Thaler, 2006) La scolarisation des filles n'est pas un message nouveau puisqu'il était véhiculé depuis les années 2000 au Niger. À la longue il y a une monotonie qui s'installe et du jour au lendemain cette dernière inhibe l'engouement autour de ce sujet.

En plus, les affiches ayant servi d'outils de communication dans certaines de ces campagnes n'ont pas été exposées à la cible principale de ces campagnes puisqu'elles n'ont pas été affichées dans les places publiques, dans les rues, dans les marchés... Elles sont juste affichées dans des classes des établissements scolaires.

En outre, les affiches sont tirées en petit format, ce qui ne permet pas une plus grande visibilité. Quant aux messages radios et ceux développés dans les caravanes, ils ne sont transmis que durant quelques mois. Ce qui fait que la population les oublie très vite.

2.1.1.4. Les canaux de communication

Lors de l'implantation d'un changement, considérer les réactions des individus est primordial. Cela permet de cerner les attitudes négatives qui, si elles sont ignorées, risquent de prendre de l'ampleur et réduire les chances de succès des campagnes de communication. (Soparnot, 2005 ; McKay et autres, 2013). Le problème des médias de masse utilisés dans ces campagnes réside dans la rétroaction. En effet, les messages sont transmis de manière verticale ; les auditeurs n'ont pas la possibilité de réagir, de donner leur point de vue ou de poser des questions. Cela rend passif le public au point où une mère éducatrice s'était prononcée en ces termes :

*Nous entendons parler de la scolarisation des filles
à la radio. Comme la radio n'est pas dans notre village,*

elle est en ville, nous avons pensé qu'on s'adresse aux gens de la ville. C'est là-bas qu'on laisse les filles devenir très grandes sans mariage. (Entretien, 2021)

Les propos de cette femme montrent les limites de la radio et l'attitude des populations villageoise face à ce média. En effet, ces gens pensent que le monde de la radio est un monde différent du leur. Dans la même logique, ce qui se dit à la radio concerne le monde de la radio (la ville).

Quant aux outils de communication traditionnels comme les assemblées villageoises et les réunions, ils rencontrent un problème de régularité. En effet, un directeur d'école disait :

On reçoit rarement des visites des agents de l'Etat ou des ONG. Cela fait deux ans que je suis affecté dans ce village, je n'ai jamais entendu parler d'une assemblée villageoise organisée dans ce village. Les villages périphériques sont un peu lésés par rapport à ces campagnes de sensibilisation. Les gens ne sont sensibilisés que par la voie de la radio. (Entretien, 2021).

2.1.1.5. Le contexte

Le contexte de ces campagnes de communication sur la scolarisation des filles est déterminé par la culture de la population. La culture est l'ensemble des valeurs et normes régissant le fonctionnement d'une société. Les attitudes et comportements, les pensées et les pratiques des individus sont réglementés par leur culture. Les variables socioculturelles sont donc importantes dans l'explication des phénomènes sociaux, notamment des disparités entre sexes en matière de scolarisation. Ces facteurs incluent notamment le rôle et le statut de la femme, la religion, et l'ethnie (Matchoké, 2008). L'influence négative de l'islam sur la scolarisation des enfants, notamment celle des filles, résultant du conflit entre l'école publique laïque et les écoles confessionnelles, en particulier musulmanes (Gérard (1997). Les campagnes pour la scolarisation des filles font donc face à une situation d'hostilité.

Quant aux normes, elles sont des manières d'agir ou des règles à l'intérieur d'un groupe ou d'une société. Ces dernières guident les gens dans leurs agissements et représentent les attentes de la communauté. Habituellement, les individus s'y conforment puisque la majorité de la population respecte ces « règles » non écrites. (Cialdini, 2007)

Pour les individus, se conformer à ces « règles » est une façon d'aller chercher l'approbation des autres. (Becker et Félonneau, 2009 ; Steg et Vlek, 2009). Le pouvoir de cette réalité sociale provient des pénalités associées au non-respect des normes ou aux bénéfices issus de leur respect. Ainsi, si une campagne de communication promeut un comportement accepté socialement, celui-ci a de meilleures chances d'être adopté. (Steg et Vlek, 2009, Angleterre. Cabinet Office, 2010 ; Oreg et Katz-Gerro, 2006). Dans ce cas de figure, ces campagnes promeuvent des comportements que la population juge incompatibles avec leurs normes sociales. En effet, selon l'analyse des verbatim faite un peu plus haut, le maintien des filles à l'école jusqu'à un certain âge, l'éveil opéré par l'école sur la fille, les comportements nouveaux

acquis par les filles instruites sont autant des menaces qui remettraient en cause les normes préexistantes qui caractérisent ces sociétés.

En somme, le contexte socioculturel des villages périurbains de la ville de Zinder est peu favorable à la scolarisation des filles, du moins, jusqu'à un certain âge.

2.1.6. Les problèmes liés aux langues de communication

Par rapport au code, cette communication ne souffre pas de grandes irrégularités puisque la plupart des messages ont été transmis dans la langue du terroir. Les animateurs des médias de masse comme ceux des moyens traditionnels parlent le même dialecte que leur audience.

Cependant, certaines affiches sont trop abstraites pour des populations en majorité analphabètes. En plus, les messages qui accompagnent ces affiches sont rédigés en français. Ce qui ne permet pas à cette population de s'en approprier.

En somme, ces résultats sont une preuve que les campagnes de communication sont entachées d'irrégularités à plusieurs niveaux. Selon Pruneau et autres (2006), les facteurs situationnels expliquent en grande partie le changement de comportement chez un sujet lors d'une campagne de communication. Les facteurs situationnels incluent donc à la fois le contexte personnel ou en groupe et le contexte communicationnel d'une campagne de communication. Ce sont les normes, la culture, le messager, l'attractivité, les actions préparatoires, la position d'une personne à l'intérieur d'une structure hiérarchique, sa situation financière, l'accès aux matériels, équipements ou infrastructures, etc. (Pruneau et autres, 2006 ; Oreg et Katz-Gerro, 2006). Tous ces facteurs montrent les insuffisances de ces campagnes et justifient la faible mise en œuvre de ces messages par la population.

Dans l'optique de diagnostiquer les vraies raisons de ce manque d'intérêt de la population, il est important de voir le niveau de participation de cette dernière dans le processus de l'élaboration et de la mise en œuvre de ces campagnes.

2.2. L'analyse de la participation de la population aux campagnes

Le concept de participation est introduit, en 1980, par la Banque mondiale, à travers son discours sur l'efficacité des programmes de développement humain. Lorsqu'elle aborde les obstacles auxquels ces programmes sont confrontés, la Banque Mondiale présente les pauvres comme des gens le plus souvent hostiles aux projets étant donné leurs traditions culturelles ainsi que leur faible niveau d'éducation. Afin de les amener à utiliser les services qui leur sont proposés dans le cadre de ses programmes, la Banque Mondiale suggère dans un premier temps d'identifier leurs résistances pour ensuite soit modifier la présentation du service ou le plus souvent, intervenir au niveau des mentalités. (Simard, 2006)

C'est dans cette logique que les Nations-Unies, par l'entremise de ses organisations spécialisées, contribuent à assurer l'éducation pour tous et pour toutes dans les pays où des disparités sont encore criardes. En effet, dans des pays comme le Niger, beaucoup de filles ne vont pas à l'école. Cette situation nécessite la participation de toutes les parties prenantes pour permettre aux filles d'aller à l'école. Mais pour amener une population à transcender ses clivages socioculturels et promouvoir l'éducation aux filles, il faut une communication basée sur la

participation de tous et de toutes. C'est dans cette optique que la participation est définie comme :

La participation des populations consiste à restituer à celles-ci un pouvoir d'initiative et de décision dans la définition et la mise en œuvre des actions et programmes qui concernent son propre avenir. Cela signifie que les intervenants extérieurs et les États reconnaissent les paysans, éleveurs, artisans, etc., comme des acteurs du développement, des partenaires à part entière et non comme les cibles d'un projet extérieur ou les moyens de mise en œuvre des décisions prises sans eux. [...] Une intervention n'est donc participative que si elle résulte de compromis, explicites et négociés, entre les intérêts des différents acteurs.
(Bonnal, 1995)

Selon cet auteur, il ne s'agit pas d'élaborer une stratégie de communication dans les bureaux par des experts et venir l'appliquer sur les populations pour chercher à changer leur comportement vis-à-vis de la scolarisation des filles. Il s'agit plutôt de les rendre acteurs de leur propre changement et donc, de leur propre développement. En effet, du diagnostic à l'évaluation, les populations doivent être actrices et bénéficiaires de toutes les campagnes de communication tendant à amorcer un changement de comportement sur la scolarisation des filles dans leur société.

Le terme « participation » désigne le processus par lequel les parties prenantes influencent les initiatives de développement, les décisions et les ressources qui les affectent et en partagent le contrôle. {...} La participation n'est pas un processus uniforme, mais plutôt, un continuum de méthodes qui vont de la diffusion d'informations, la collaboration, la coordination, la consultation et la représentation politique jusqu'à la recherche de type participatif (Edgerlon et al., 2001).

2.2.1. La participation de la population aux campagnes

Il est primordial d'étudier le niveau de participation de cette population aux différentes campagnes de sensibilisation sur la scolarisation des filles. Les réponses à la question fermée (« avez-vous participé à une campagne de sensibilisation sur la scolarisation des filles ? ») a permis de comprendre le degré de leur participation ; ce dernier est illustré dans le tableau suivant :

Tableau 1: Analyse de la participation des répondants

PARTICIPATION	Nb. cit.	FrÈq.
oui	32	11,2%
non	253	88,8%
TOTAL OBS.	285	100%

Source : enquête terrain avril 2021

Ce tableau montre que, par rapport à la question de la participation de la population aux différentes campagnes, 88,8% affirment qu'ils

n'ont jamais été impliqués dans ces dernières. Il n'y a que 11,2% qui ont pris part aux processus desdites campagnes. Les propos de cette femme de Sadakaram confirment ces chiffres :

Nous entendons à la radio dire qu'il faut scolariser les filles. J'ai aussi entendu dire qu'une équipe composée des hommes et des femmes était venue dans notre village pour parler avec les populations sur l'école des filles. Je n'ai jamais été associée dans l'élaboration d'une activité quelconque. Je n'ai pas aussi entendu quelqu'un dire qu'il en a été associé. Ils viennent de la ville avec leur haut-parleur et ils s'en vont comme ils sont venus. (Entretien, 2021)

Ce témoignage montre que la participation telle que définie par Bonnal (1995) n'est pas appliquée par les différents organisateurs de ces campagnes. Mais avant de tirer des conclusions hâtives, il est plus raisonnable d'analyser les restes des données pour voir les facteurs influant sur la participation de ces populations aux campagnes. Ainsi, pour se rendre à l'évidence, il est nécessaire d'analyser la participation des populations aux différentes campagnes.

2.2.2. La participation de la population selon les campagnes

Les acteurs des différentes campagnes n'ont pas les mêmes stratégies d'intervention. C'est pourquoi les activités diffèrent d'une structure à une autre. Dans la même logique, l'implication des populations dans les différents niveaux de campagnes est un point important à mettre en lumière.

Tableau 2: Analyse du rapport de la participation selon la campagne

PARTICIPATION	oui	non	TOTAL
NOM DE LA OU DES CAMPAGNES			
Back to school	0,0%	100%	100%
haskÈ maganin duhu	0,0%	100%	100%
toutes les filles ‡ l'Ècole	35,7%	64,3%	100%
autres	16,7%	83,3%	100%
Ending child marriage	9,9%	90,1%	100%
TOTAL	11,1%	88,9%	100%

Source : Enquête terrain 2021

Le tableau nous révèle que la campagne *Back to school* n'a pas impliqué les populations cibles dans les différents niveaux (Identification, planification, mise en œuvre et évaluation). Pourtant, comme rapporté précédemment, un agent d'une ONG locale avait affirmé avoir impliqué « *les chefs religieux, les chefs coutumiers, les femmes modèles, les relais communautaires, les députés juniors, les Scofi, les AME, les COGES...* ». Après analyse, on comprend que ceux qui ont été impliqués dans les activités de cette campagne ne sont pas en réalité des bénéficiaires (même si par ailleurs ils sont des villages péri-urbains). Ils sont plutôt des parties prenantes à la campagne. En plus, ces derniers n'ont pas participé à toutes les étapes de la campagne

comme le préconise la théorie de la participation. Ils sont uniquement impliqués dans la mise en œuvre des activités de la campagne. C'est justement ce que Simard (2008) avait relevé dans son étude sur la participation au Niger. Après avoir parcouru les interventions de certaines ONG locales dans les projets de développement, elle est arrivée à la conclusion que la participation, telle qu'elle est élaborée sur les papiers, n'est pas appliquée sur le terrain.

Concernant la campagne *Haské maganin duhu* on enregistre également 0% de participation. C'est une campagne effectuée sur le modèle diffusionniste puisque sans consulter les cibles, une équipe de Niamey avait organisé le feuillet qui avait été transmis à la population par voie de la radio. C'est une pratique que Alou (2007) qualifie « *du problème du centre et de la périphérie* ». Elle est assez courante au Niger surtout quand il s'agit des campagnes de sensibilisation sur le changement de comportement. Les décideurs (émetteurs) considèrent les populations (récepteur) comme un sujet passif et docile sur lequel ils déversent un flot de messages à travers des médias qu'il doit avaler. C'est ce que Lasswell appelle « *la piqure hypodermique* ». Cette pratique avait montré ses limites depuis l'avènement des projets de développement en Afrique.

Enfin, *toutes les filles à l'école*, *Ending Child marriage* et autre ont enregistré respectivement 35,7%, 9,9% et 16,7%. Ces deux campagnes sont les seules qui ont impliqué les bénéficiaires. Cependant, il est important d'analyser les niveaux d'implication pour juger de leur pertinence.

II.2.1. Le niveau de participation aux deux campagnes

Ce point permet d'analyser de manière précise les niveaux de participation de la population à la campagne *toutes les filles à l'école* et *Ending child marriage*.

Tableau 3 : Analyse du niveau de participation dans les deux campagnes

NIVEAU DE PARTICIPATION	identifica tion	planificati on	mise en oeuvre	Évaluatio n	TOTAL
NOM DE LA OU DES CAMPAGNES					
toutes les filles à l'École	80,0%	0,0%	20,0%	0,0%	100%
Ending child marriage	75,0%	0,0%	25,0%	0,0%	100%
TOTAL	76,2%	0,0%	23,8%	0,0%	100%

Source : Enquête terrain 2021

On remarque que 76,2% de ceux qui ont été impliqués ont pris part à l'identification du problème. C'est un stade crucial où les bénéficiaires ont leur mot à dire sur le problème de la scolarisation des filles dans leurs villages et sur leur besoin en information concernant la question. Ils sont aussi les mieux placés pour identifier les moyens de communication les plus efficaces pour les toucher. Un agent de l'ONG locale ADD FASSALI affirme :

Nous avons procédé par l'arbre à problème pour la phase de l'identification. Il nous a permis d'échanger

avec les populations sur l'ampleur du problème de la scolarisation des filles, sur les causes, les conséquences et les voies de sortie au problème. Nous nous sommes également renseignés sur les médias qui émettent dans leurs villages. (Entretien 2021)

La population est également impliquée à 23,8% à la mise en œuvre. Les cibles ont participé à des activités pour leur propre compte. Une mère confirme cette participation en ces termes :

Lors d'une assemblée villageoise, j'ai été désignée parmi celles qui vont parler de la scolarisation des filles à nos consœurs lors des baptêmes, des mariages et de toute autre occasion dans le village. (Entretien 2021)

Les activités auxquelles les populations n'ont pas été associées sont celles qui sont plus techniques et qui demandent un certain niveau de formation. Ce sont la planification et l'évaluation qui se font par les agents des ONG. En somme, même si la participation n'est pas effective, certaines campagnes ont vu l'implication des bénéficiaires dans certaines activités. Alors, c'est le lieu de se demander si dans tous les villages la participation à ces activités avait été enregistrée.

2.2. La participation selon le niveau d'instruction

Les activités dans les campagnes de communication demandent un certain niveau de formation. Raison pour laquelle l'analyse de la participation de la population est mise en rapport avec la variable niveau d'instruction pour voir le rôle qu'elle a joué.

Tableau 5: Analyse entre le niveau d'instruction et la participation

PARTICIPATION	oui	non	TOTAL
NIVEAU D'INSTRUCTION			
sans-instruction	9,6%	90,4%	100%
alphabétisé	20,8%	79,2%	100%
primaire	9,3%	90,7%	100%
secondaire	11,6%	88,4%	100%
supérieur	50,0%	50,0%	100%
TOTAL	11,2%	88,8%	100%

Source : Enquête terrain 2021

On constate que les personnes ayant un niveau d'instruction ont été impliquées dans ces campagnes à 50%. Tandis que celles qui sont sans instruction ont participé à seulement 9,6%.

Ces chiffres montrent que les campagnes ont plus impliqué les personnes qui ont un niveau avancé. C'est aussi une preuve que les campagnes ont été sélectives au détriment des analphabètes.

Ces personnes ayant un niveau supérieur ont participé pour la plupart aux assemblées villageoises pour l'identification des problèmes et à certaines activités comme les caravanes et les débats

radiophoniques. Les alphabétisés quant à eux, ont pris part groupes de causerie et à la sensibilisation porte à porte.

L'un dans l'autre, ce tableau montre que les campagnes ont privilégié les scolarisés parmi les villageois pour faire d'eux des porte-voix afin de sensibiliser les autres sur l'importance de l'école.

Conclusion

L'éducation de la femme est une question nébuleuse qui a fait l'objet de plusieurs rencontres internationales. Des études et des rapports à travers le monde relèvent des insuffisances et attirent l'attention de la communauté internationale sur des constats de plusieurs ordres.

Depuis les années 2000, le principal défi des autorités du Niger est de trouver comment accueillir et maintenir ce flux incontrôlé des garçons et des filles sur le sujet en question. Ainsi, force est de constater que beaucoup d'entre eux n'accèdent pas ou ne durent pas à l'école. Pire, les filles, qui sont les plus nombreuses en termes de pourcentage de naissance, sont aussi malheureusement les plus nombreuses dans cette situation.

À Zinder, comme dans les autres régions, la situation géographique et administrative fait que la question de la scolarisation des filles est très préoccupante dans cette zone. Malgré les communications entreprises dans ce sens, cette population est encore hostile à l'école des filles.

Cet état de fait éveille la curiosité de cet article portant sur : « *Analyse sociologique de facteurs explicatifs du faible niveau d'information et de la participation de la population à la scolarisation de la jeune fille dans les villages péri-urbains de la ville de Zinder au Niger* ». L'objectif principal de cette recherche est d'analyser les facteurs explicatifs du faible niveau d'information et de la participation de la population à la scolarisation de la jeune fille dans les villages péri-urbains de la ville de Zinder au Niger. En outre l'approche mixte a été adoptée afin d'aboutir aux résultats.

L'analyse des différentes données de la recherche soulève plusieurs insuffisances liées à ces campagnes de communication. En effet, les données montrent que les populations cibles ne sont pas bien informées sur la question de la scolarisation des filles. En plus de cela, la participation de la population à ces campagnes n'a pas été prise en compte dans ces campagnes. Ce résultat présente d'une part, les facteurs qui expliquent ce déficit communicationnel et d'autre part, le niveau de participation de la population aux différentes activités relevant de ces campagnes.

Références bibliographiques

- Chauveau, J-P et Bonnal, J. (1997). La dynamique des sociétés rurales face aux projets participatifs de développement rural. Réflexions et propositions d'action à partir d'expériences d'Afrique de l'Ouest, série « Participation populaire » (N°II, chapitre 3) Fao.
<http://www.fao.org/docre/RIV9860FIV9860FOO.htm>.
Cialdini, R. (2007). Influence : The psychology of persuasion. Harper Business.

- Bassémory, K. (2008). Communication pour le développement de la scolarisation des filles dans le Nord de la Côte d'Ivoire. [Thèse unique de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Félix Houphouët Boigny]. These_636961291221209958.pdf.
- Kamdem, H. (2006). Genre et fécondité au Cameroun : Une étude comparative des Bamiléké et des Bété. [Thèse de Doctorat en Démographie]. www.ireda.ceped.org
- Lokonon, P. (2018). Les facteurs explicatifs de la persistance de la faible scolarisation des filles dans les départements du mono et du Couffo au Bénin. [Thèse de Doctorat en sociologie, Université d'Abomey-Calavi]. www.memoireonline.com.
- Matchoke, T. V. (2021). Déterminants des disparités entre sexes en matière de scolarisation au Tchad. [DESS en Démographie, Université Yaoundé II, Institut de Formation et de Recherche Démographiques (IFORD)]. www.Memoireonline.com.
- Simard, G. (2008). La participation au développement local le cas du Niger. [Mémoire, Université du Québec à Montréal]. www.uqam.ca
- Bonnal, J. (1995). Participation et risques d'exclusion : réflexions à partir de quelques exemples sahéliens, série « Participation populaire », no 9, FAO, chapitre J, s.p. <http://www.fao.org/docrep/0031V5370F/v5370f02.htm#TopOfPage>
- Edsn-Mics-Niger. (2012). Enquête Démographique et de Santé du Niger/Enquête Indicateurs Multiples. Niger : Ministère de la Santé Publique. www.undp.org
- Edgerlon, I. et al., (2001). Participatory Processes in the Poverty Reduction Strategy, in Poverty Reduction Strategy Sourcebook, The World Bank, p.2. En ligne : <http://povlibrary.worldbank.org/files/13843/part/J030.pdf>.
- UN. (2016). Objectifs du Millénaire pour le Développement. Nations Unies. www.un.org
- Unesco Breda. (2005). Éducation Pour Tous en Afrique : Repères pour l'Action. Rapport présenté au Forum Dakar + 5. www.unesco.org
- UNESCO. (2015). Les violences de genre en milieu scolaire font obstacle à la réalisation d'une éducation de qualité pour tous. Document de politique 17. UNESCO. <http://fr.unesco.org/gem-report/sites/gem-report/files/232107F.pdf>.
- Unicef-Niger. (2018). Rapport annuel 2017. www.unicef.org/niger
- Durantini, M. R. et al. (2006). "Conceptualizing the influence of social agents of behavior change : A meta-analysis of the effectiveness of HIV-prevention interventionists for different groups". Psychological Bulletin, 132 (2), 212-248.
- M. (2008). Utilizing the theory of planned behavior to inform change management. The Journal of Applied Behavioral Science, 44 (2), 237-260.
- Elving, W. J. L. (2005). The role of communication in organisational change. Corporate Communications : An International Journal, 10 (2), 129-138.
- Erwin, D. G. et Garman, A. N. (2010). Resistance to organizational change : linking research and practice. Leadership & Organization Development Journal, 31(1), 39-56.

- Frahm, J. et Brown, K. (2007). First steps : linking change communication to change receptivity. *Journal of Organizational Change Management*, 20 (3), 370-387.
- Goodman, J. et Truss, C. (2004). The medium and the message : communicating effectively during a major change initiative. *Journal of Change Management*, 4 (3), 217-228.
- Joule, R. V., Girandola, F. et Bernard, F. (2007). How can people be induced to willingly change their behavior? The path from persuasive communication to binding communication. *Social and Personality Psychology Compass*, 1(1), 493–505.
- Kabore, I., Lairez, T. et Pilon, M. (2003). Genre et scolarisation au Burkina Faso : enseignements d'une approche statistique. *Revue Éducation, Famille et dynamique démographique* CICRED, 221-46. www.cicred.org
- Kahneman, D. et Thaler, R. H. (2006). Anomalies: Utility Maximisation and Experienced Utility. *Journal of Economic Perspectives*, 20 (1), 221-234.
- Kassogué, B. et al. (2019). Méthode de recherche : grille d'analyse d'un travail scientifique. *International Journal of Scientific and Engineering Research*, 10(1), 2229-5518.
- Lines, R. (2004). Influence of participation in strategic change : resistance, organizational commitment and change goal achievement. *Journal of Change Management*, 4(3), 193-215.
- Lines, R. (2005). The structure and function of attitudes toward organizational change. *Human Resource Development Review*, 4(1), 8-34.
- Lloyd, C. et Blanc, A. (1996). Children's schooling in sub-Saharan Africa: The role of fathers, mothers and others. *Population and Development Review*, 22(2), 265-298.
- Lokhorst, A. M. et al. (2013). Commitment and Behavior Change: A Meta-Analysis and Critical Review of Commitment- Making Strategies in Environmental Research. *Environment and Behavior*, 45(1), 3-34.
- Mabin, V. J. et al., (2001). Harnessing resistance: using the theory of constraints to assist change management. *Journal of European Industrial Training*, 25(2), 168-191.
- Marchioli, A. (2006). Marketing social et efficacité des campagnes de prévention de santé publique : apports et implications des récents modèles de la communication persuasive. *Market Management*, 6, 17-36.